

Maroc-France: relation d'amour ou de raison ?

L'ambassadeur de France à Rabat, Charles Fries, est intervenu jeudi 14 février à l'école HEM à Rabat, au sujet de la « relation d'exception » entre son pays et le Maroc.



Invité par l'école HEM à Casablanca le 14 février, l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries, est intervenu au sujet de la relation d'exception entre le Maroc et la France.

Selon l'ambassadeur de France à Rabat, Charles Fries, l'histoire d'amour entre le Maroc et la France daterait du 17^e siècle lorsque le Sultan Moulay Ismail avait demandé la main de Mademoiselle de Blois, fille de Louis XIV. Depuis, les relations franco-marocaines ont certes connu des hauts et des bas mais sont tout de même restées très chaleureuses, comparées à celles de la France avec ses anciennes colonies. Hasard du calendrier ou choix intentionnel, c'est en tout cas le 14 février que l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries, est intervenu au sujet de la relation d'exception entre le Maroc et la France. Invité par l'école HEM à Casablanca, Charles Fries a dû répondre à la question : « Maroc-France : relation d'amour ou de raison ? » L'ambassadeur choisit d'emblée de répondre que les deux raisons sont « entremêlées ». Au-delà du passé commun, de la relation de colonisé-colon, les relations maroco-françaises sont dominées par des intérêts communs sur les dossiers économiques et sécuritaires, en plus d'être entretenues par des relations plus personnelles et affectives entre les élites des deux pays tels que Jean-Luc Mélenchon, Dominique de Villepin ou encore Hubert Védrine, tous nés au Maroc. De nombreuses personnalités françaises sont d'origine marocaines telles que Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, Jamal Debbouze ou encore Gad Elmaleh. « Réflexe France » Beaucoup de Marocains ont un « réflexe France », affirme Charles Fries. L'ambassadeur fait référence à un attachement et un intérêt profonds des Marocains pour l'actualité française, qu'il s'agisse des débats politiques ou de l'actualité culturelle et médiatique. « Lors de la bataille au sein de l'UMP entre François Fillon et Jean-François Copé, certains Marocains avec lesquels je discutais en savaient plus que moi sur l'évolution de cette affaire », confie l'ambassadeur. En d'autres termes, il s'agit de « soft power », ou pour utiliser son équivalent francisé « la puissance douce ». Elle joue un rôle primordial dans le maintien de la relation dite d'exception entre les deux pays.

La coopération se poursuit

En plus de la langue française, ce sont les médias, la littérature et la scène artistique française qui nourrissent l'intérêt des Marocains pour l'actualité en Hexagone. Malgré l'arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernements dans chacun des pays, la continuité des relations amicales entre la France et le Maroc est assurée. « Certains ont pu croire, au Maroc ou en France, que l'arrivée respective aux affaires du PJD et de la gauche se traduirait par une normalisation, voire une banalisation de la relation franco-marocaine. Ce que l'on observe ces derniers mois démontre tout le contraire : la relation franco-marocaine fait l'unanimité au sein des paysages politiques français et marocain, au-delà des alternances politiques. Elle garde sa dimension affective, singulière, privilégiée, bref celle que les diplomates aiment appeler un 'partenariat d'exception' ». Charles Fries a également annoncé le développement de nouveaux projets de coopération entre les deux pays, notamment « l'appui de la France à l'organisation de la CAN 2015 au Maroc », et « le soutien à la réforme de la justice et à la régionalisation avancée ».

Les nouveaux amis du Maroc

Mais que ce soit au niveau culturel ou économique, le Maroc semble, depuis quelques années s'orienter vers de nouveaux horizons, voire de nouveaux modèles, notamment la Turquie et les pays du Golfe, aussi bien dans les domaines économique que culturel. En Europe uniquement, l'Espagne a devancé en 2012 la France en ce qui concerne les exportations à destination du Maroc. Mais cela serait « probablement » dû à « des raisons conjoncturelles », selon Charles Fries.

L'enseignement co-localisé

Autre aspect de la coopération bilatérale : la co-localisation. Et elle ne sera pas qu'industrielle, mais concernera également le domaine de l'enseignement supérieur. « L'objectif est de faire bénéficier des étudiants marocains et subsahariens d'une ingénierie pédagogique française débouchant sur des diplômes français », a déclaré l'ambassadeur. La France prévoit l'ouverture d'une Ecole centrale de Paris à Casablanca, la création d'un INSA international au Maroc avec le concours de l'INSA France, d'un Institut des sciences et technologies à Tanger dédié à la logistique et aux transports avec l'appui de l'université de Valenciennes et l'Ecole des Ponts et Chaussées, et enfin l'ouverture d'une Ecole d'architecture à l'UIR avec l'appui de l'université de Paris-Est. Des projets ambitieux, voulus par le ministère marocain de tutelle, mais il reste à savoir l'impact que cela aura sur l'enseignement supérieur marocain qui déjà souffre de sérieuses lacunes avec le risque de créer un système à deux vitesses.